

Bonjour à tous,

Au moment où je commence à écrire ces mots, notre ministre de l'éducation, à l'aide de médias complaisants, dresse un bilan satisfaisant d'une rentrée qui laisse augurer de bouleversements graves et inquiétants pour l'avenir de l'école, de nos enfants et de notre société.

Ancien éducateur sportif dans le milieu associatif pendant 13 années, ancien maître auxiliaire en lycée professionnel, je suis aujourd'hui enseignant en école primaire. J'y enseigne depuis 14 ans, dans tous les niveaux, de la petite section de maternelle au CM2.

Et je suis aussi père de trois enfants.

En tant que parent, éducateur et enseignant, je suis comme beaucoup d'entre vous, préoccupé et inquiet. J'ai recueilli quelques documents et liens, utiles et intéressants pour comprendre les enjeux, les conséquences des choix qui sont faits depuis de très nombreux mois pour l'école.

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE ?

Sommaire

- | | |
|--|------|
| 1) Calendrier de la mise en place de la réforme de l'école | p 2 |
| 2) Calendrier des déclarations et lois accompagnant la réforme | p 3 |
| 3) Quelle est la réalité de l'école d'aujourd'hui ? | p 5 |
| Où il est question de l'évolution de l'échec scolaire | |
| Où il est question du coût de l'école primaire | |
| Où il est question du nombre d'élèves par enseignant | |
| 4) Quelles conséquences pour nos enfants | p 7 |
| Où il est question de la semaine à 4 jours, de l'aide individualisée, des RASED, des deux heures en moins... | |
| Où il est question de la suppression de postes | |
| Où il est question du service minimum et du remplacement des enseignants | |
| Où il est question de la formation des enseignants | |
| Où il est question de la maternelle | |
| Où il est question de la religion, de la mixité scolaire, de la carte scolaire, de l'école privée, des EPEP | |
| 5) Une autre école (une autre société ?...) | p 14 |
| Où il est question du débat national et de la commission Thélot | |
| Où il est question de l'autorité et de la confiance | |
| Où il est question de la pression et de l'évaluation | |
| 6) Conclusion | p 17 |
| Pour aller plus loin, liens et pièces jointes | p 19 |

1) Calendrier de la mise en place de la réforme de l'école

Octobre 2007 : X. Darcos annonce la mise en place de la semaine à 4 jours, suppression de la demi-journée du samedi et harmonisation du calendrier scolaire pour tous à la rentrée 2008

Février 2008 : X. Darcos présente à la presse le projet de nouveaux programmes pour l'école primaire

Mars 2008 : Envoi des nouveaux programmes dans les écoles pour mise en consultation. Invitation de notre inspecteur à se réunir en urgence en conseil des maîtres pour compléter un questionnaire.

Dans un même temps réception dans les écoles de livres de classes en accord avec les nouveaux programmes.

Cf. la synthèse départementale d'un Inspecteur de l'Education Nationale Adjoint à l'Inspecteur d'Académie de Loire Atlantique en pièce jointe

Mai 2008 : parution au journal officiel du 18 mai du décret du 15 mai relatif à la nouvelle organisation du temps scolaire soit 24 heures plus deux heures d'aide individualisée (suppression du samedi, pas d'école le mercredi mais dérogation possible)

3 juin 2008 : envoi d'un courrier de l'IEN (Inspecteur de l'Education Nationale d'une circonscription) qui « attire notre attention sur des organisations différentes de la semaine (avec ou sans dérogation...) » et renvoie au 9 juin en réunion de direction, la communication des détails de la mise en place pour la rentrée...

9 juin 2008 : Jean Louis Baglan, Inspecteur d'Académie de Midi-Pyrénées, s'adresse par vidéo aux enseignants et parents pour expliquer les modalités de la concertation autour de la mise en place de la réforme. Il précise que les IEN feront remonter les différentes propositions et qu'il prendra une décision. Il justifie la réforme, recadre les horaires :

« Il y aura 24 heures d'enseignement scolaire obligatoire pour tous les élèves. A ces 24 heures s'ajouteront 2 heures pour tous ceux qui rencontrent des difficultés, ces 2 heures seront consacrées à une aide individualisée.

Bien entendu on peut considérer et je tiens à l'affirmer ces 2 h seront obligatoires pour tous ces élèves mais elles reposeront sur le volontariat » ...

Cf. le lien de la retranscription écrite de la vidéo de Jean Louis Baglan ci-dessous.

http://www.ac-toulouse.fr/automne_modules_files/pnews/public/r4034_8_video-ia.pdf

16 juin 2008 : notre IEN apporte les « détails » : c'est aux conseils d'écoles (enseignants, élus des parents d'élèves et représentants des mairies) qu'il appartient de proposer une organisation « *qui fait l'unanimité de l'équipe enseignante* », « *après avis de la commune* » et en tenant compte « *des rythmes chronobiologiques, des contraintes locales (transport, garderie), de l'harmonisation sur un même groupe élémentaire et maternelle, l'homogénéité entre écoles soumises aux mêmes contraintes pour un territoire donné* » Il précise le calendrier : « réunion du conseil des maîtres : mercredi 18 juin, réunion du conseil d'école ; semaine du 23 au 27 juin, avis à transmettre le plus rapidement possible pour la remontée à l'Inspecteur d'Académie

Cf. Proposition de l'IA de ST Denis de la Réunion avec avantages et inconvénients de huit organisations possibles en pièce jointe

3 juillet 2008 : réception dans notre école, le dernier jour d'école, de l'organisation retenue par l'IA et affichage pour communication aux parents.

15 juillet 2008 : envoi de l'IA d'un courrier aux maires leur confirmant l'organisation retenue pour leur commune

2) Calendrier des déclarations et lois accompagnant la réforme

4 septembre 2007 : « Dans l'école que j'appelle de mes vœux... les élèves auront moins de cours... les enseignants seront moins nombreux... » N. Sarkozy

12 octobre 2007 : « La réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de service, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire. » F. Fillon

14 octobre 2007 : « Donner le droit au privé ou à d'autres de faire ce que l'enseignement public ne sait plus faire » X. Darcos

15 octobre 2007 : extrait de l'interview de N Sarkozy dans le Figaro : Mon projet contre l'échec scolaire :

« Vous souhaitez l'ouverture d'établissements privés sous contrat dans les zones sensibles. Cela ne constitue-t-il pas un aveu d'impuissance de l'Etat ?

Le social n'est pas l'apanage des établissements publics. Les établissements privés ont une longue pratique et des réponses originales en la matière. L'enseignement privé déborde d'ailleurs de demandes d'inscriptions. Je n'accepte pas que la liberté de choix de l'école soit réservée à ceux qui habitent dans les beaux quartiers. Pour la même raison, je suis pour la suppression à terme de la carte scolaire. A terme, parce qu'elle n'est possible que dans le cadre d'une autonomie renforcée des établissements. Je crois au libre choix : dans une même ville, un établissement pourra être spécialisé dans les matières littéraires, un autre dans le sport, un troisième dans les mathématiques. »

Cf. lien sur l'interview de N. Sarkozy dans le Figaro du 15 octobre 2007 : « Mon projet contre l'échec scolaire »

http://www.lefigaro.fr/france/20060222.FIG000000254_nicolas_sarkozy_mon_projet_contre_l_echec_scolaire.html

20 décembre 2007 : extrait du discours de N. Sarkozy Saint-Jean-de-Latran au Vatican:

"La morale laïque risque toujours de s'épuiser quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini... dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé et le pasteur parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance".

Cf. le lien permettant de voir la vidéo et de télécharger l'intégralité du discours de Latran ci-dessous

http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cview&cat_id=7&press_id=819

Mars 2008 : signature du **Décret n°2008-263 du 14 mars 2008** - art. 15 (V) abrogeant l'article 5 des lois et décrets légiférant sur l'enseignement privé sous contrat avec l'état.

L'article 5 de cette loi stipulait que :

« L'organisation des services d'enseignement, dans les classes sous contrat d'association, fait l'objet d'un tableau de service soumis aux autorités académiques. L'instruction religieuse peut être dispensée soit aux heures non occupées par l'emploi du temps des classes, soit à la première ou à la dernière heure de l'emploi du temps de la matinée ou de l'après-midi Les autres heures d'activités spirituelles et éducatives complémentaires ne peuvent être incluses dans le tableau de service. »

8 avril 2007 : « Passer de 34 à 36 par classe ne changera rien à la réussite des élèves » X. Darcos

15 mai 2008 : Dans le cadre d'une loi dite « de lutte contre les discriminations » vote d'une loi sur la mixité à l'école, adoptant l'autorisation de cours séparés garçons et filles.

Cf. Lien sur l'article loi sur la mixité, de Libération du 22 mai.

<http://blogbernardgensane.blogs.nouvelobs.com/archive/2008/05/22/la-mixite-a-l-ecole-ecornee-en-douce.html>

1 avril 2008 : extrait de l'interview de M. Darcos dans Le Petit Quotidien, journal destiné à des enfants :

« *Un bon prof est quelqu'un qui enseigne par ce qu'il est et non pas par ce qu'il dit. Quelqu'un qui râle, qui fait grève, est-il un bon modèle ? Quand on est adulte, on se souvient surtout des profs sérieux, dévoués, qui se faisaient respecter.* »

2 juin 2008 : N. Sarkozy annonce la création de master, bac + 5 pour tous les enseignants et la suppression des IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres)

3 juin 2008 : intervention de X. Darcos au sénat sur l'école maternelle :

« *(.) Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? Je me pose la question, ces personnes ayant la même compétence que si elles étaient par exemple institutrice en CM2. Donc **la question du préélémentaire** me paraît devoir être posée, mais elle est très difficile à soulever sans immédiatement amener avec elle une tempête de polémiques et de préoccupations municipales.* »
et les EPEP (Etablissements Publics d'Enseignement Primaire) : « *Je suis d'accord avec ça, on peut même considérer que la question de l'Ecole a été la première forme d'intercommunalité. (...) Je le répète, j'espère pouvoir dans le premier trimestre qui arrive, faire faire une avancée considérable sur la question de l'Etablissement public du premier degré. Pour ne pas dire une avancée définitive. Du moins je l'espère.* »

Cf. extrait de l'audit au sénat du 2 juin 2008 en pièce jointe

18 juin 2008 : Un rapport de deux inspecteurs généraux, interdit de publication par le ministère, offre un premier bilan : La suppression de la carte scolaire renforcera les ghettos.

Dans le Monde du 18 juin

Avec la suppression totale de la carte scolaire annoncée pour 2010, en faveur de laquelle Nicolas Sarkozy s'est engagé dès sa campagne présidentielle, la mixité à l'école pourrait bientôt ne plus être qu'un fantasme républicain. C'est l'avertissement que lancent les inspecteurs généraux de l'éducation nationale Jean-Pierre Obin et Christian Peyroux dans un rapport, que s'est procuré Le Monde, sur les premiers effets de l'assouplissement de la carte scolaire, interdit de publication depuis octobre 2007 par le ministère de Xavier Darcos. Le système qui, depuis 1963, fait dépendre le choix de l'école du lieu de domicile des familles, était critiqué pour sa rigidité. Sa suppression contient des dangers plus grands encore, selon les deux inspecteurs généraux.

Cf. Article du monde carte scolaire rapport de deux inspecteurs généraux en pièce jointe.

20 aout 2008 : loi sur le service minimum en temps de grève, lequel est étendu à toute absence imprévisible des enseignants :

« *Art.L. 133-1.-Tout enfant scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire publique ou privée sous contrat est accueilli pendant le temps scolaire pour y suivre les enseignements prévus par les programmes. **Il bénéficie gratuitement d'un service d'accueil** lorsque ces enseignements ne peuvent lui être délivrés **en raison de l'absence imprévisible de son professeur et de l'impossibilité de le remplacer. Il en est de même en cas de grève**, dans les conditions prévues aux articles L. 133-3 à L. 133-12.* »

Cf. le lien sur le texte de lois sur le service minimum

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019344416&dateTexte=>

5 septembre 2008 : Déclaration sur France Inter sur les enseignants spécialisés du Réseau d'Aides Spécialisées aux Enfants Difficulté (RASED) :

« *Nous souhaitons les sédentariser (les personnels des réseaux), que ces professeurs soient le moins itinérant possible (...) qu'ils soient installés dans des écoles où les besoins sont les plus criants, de sorte qu'ils s'intègrent dans les équipes pédagogiques d'une manière plus définitives plutôt que de circuler".* «...nous n'avons pas le projet de supprimer les dispositifs de soutien même si, je l'espère, ils seront dans les années qui viennent moins utiles dès lors que, dans le service des enseignants, il y a deux heures qui sont consacrées spécifiquement aux élèves en difficulté. » X. Darcos

10 septembre 2008 : présentation du rapport de l'OCDE sur les systèmes éducatifs. Il critique les rythmes scolaires français, soit la semaine à 4 jours, exception française parmi tous les pays de l'OCDE qui ont eux une semaine à 5 jours ...

Cf. synthèse du rapport et le lien qui permet d'accéder au rapport de l'OCDE dans le lien ci-dessous
http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour_de_nous/1_actualite_de_la_se/la_lettre_de_l_educat/&key=itm_20080910_172109_lettre_du_10_septembre.txt&key2=itm_20080910_193942_le_rapport_de_l_ocde_tacle_le_sys.txt

26 Septembre 2008 : Trois députés UMP déposent une proposition de loi visant à créer des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP).
Les députés UMP Benoist Apparu (Marne), Frédéric Reiss (Bas-Rhin), et Guy Geoffroy (Seine-et-Marne) déposent jeudi 25 septembre 2008 à l'assemblée nationale une proposition de loi relative à la création des EPEP.

"Cette proposition de loi a été préparée en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale", souligne Benoist Apparu. Les députés ont reçu l'accord du groupe UMP pour que le texte soit inscrit dans une "niche" (1) UMP, probablement en janvier 2009. *"Il n'est pas impossible que les EPEP figurent dans la programmation budgétaire"*, glisse Benoist Apparu.

(1) Une niche parlementaire est une séance publique dont l'ordre du jour est fixé par un groupe politique
Cf. proposition de loi EPEP en pièce jointe

Le prétexte avancé pour justifier la réforme de l'école primaire: la lutte contre l'échec scolaire, soit réduire par trois et ramener à 5% le taux d'élèves en difficulté en cinq ans.

3) Quelle est la réalité de l'école d'aujourd'hui ?

Il est difficile à chacun d'entre nous, noyés par le flot de déclarations chocs, de chiffres, de rapports, d'interprétations dressant un état des lieux catastrophique de l'école d'aujourd'hui, d'avoir une vision objective.

Voici quelques documents qui précisent, analysent, recadrent des chiffres.

Où il est question de l'évolution de l'échec scolaire

Le Haut Conseil de l'évaluation de l'école a rendu public le 9 février 2004 un rapport sur "le traitement de la grande difficulté scolaire au collège et à la fin de la scolarité obligatoire". Les formules essayées depuis 40 ans sont énumérées et le rapport constate que la situation ne s'améliore plus depuis 10 ans : depuis 1995, chaque année, 150 000 élèves quittent l'école sans diplôme.

Les chiffres en 2004 sont comparables à ceux de 1995. L'école n'est donc pas moins efficace qu'en 1995.

Cf. le lien ci-dessous du rapport du Haut Conseil de l'évaluation de l'école

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/echec-scolaire-propositions-du-haut-conseil.html>

L'analyse de l'enquête Pisa (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) dans le rapport de l'OCDE de 2004 apporte un éclairage aussi moins alarmiste :

L'étude Pisa sur les "savoirs acquis par les élèves" à 15 ans, menée par l'OCDE en 2003 dans 41 pays (dont 30 de l'OCDE), montre qu'en culture mathématique (12e), en culture scientifique (10e) et en résolution de problème (10e), les élèves français se situent un peu au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, mais ils sont moins performants en compréhension de l'écrit (12e).

Il est vrai que ce même rapport note une évolution de l'échec :

Enfin, l'étude Pisa 2003 montre une augmentation du nombre d'élèves en difficulté par rapport à 2000 (6,3% contre 4,2%). Dans le même temps, 22,5% des élèves se situent largement au dessus de la moyenne de l'OCDE en culture mathématique.

Mais il montre aussi *"l'homogénéité de nos scores: il n'y a pas de domaine dans lequel les élèves sont faibles »*

Cf. analyse des évaluations PISA dans un rapport de l'OCDE

<http://ecolesdifferentes.free.fr/OCDECOLE.htm>

De plus dans un rapport de l'INSEE sur les difficultés de l'adulte face à l'écrit, les chiffres apportent un éclairage plus objectif, moins alarmiste et nuancé en fonction de l'âge (à mettre en relation avec l'école d'aujourd'hui et celle d'avant), et du français comme langue maternelle ou non :

« Parmi les personnes ayant de 18 à 65 ans, 12 % éprouvent des difficultés face à l'écrit, mais seulement 7 % parmi les personnes nées en France et de langue maternelle française. Les femmes sont moins souvent en difficulté que les hommes, et les jeunes beaucoup moins souvent que leurs aînés : 4 % des 18-24 ans éprouvent des difficultés sensibles, contre 19 % des 55-65 ans. »

Cf. Les difficultés des adultes face à l'écrit INSEE avril 2004 en pièce jointe

Nicolas Sarkozy, dans « Mon projet contre l'échec scolaire » publié dans le Figaro, déclare :

« **Ce que l'école faisait autrefois**, permettre à des élèves issus de familles modestes de s'élever socialement grâce à l'enseignement secondaire et supérieur, **l'école ne le fait plus**. Quelque 15% des élèves de sixième ne maîtrisent pas les bases fondamentales de la lecture, de l'écriture et du calcul, 160 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme »

Voilà ce qui est rapporté, en page 24 du rapport : Eléments pour un diagnostic sur l'école (document général préparatoire au grand débat sur l'école 2003-2004) - rapport remis au Haut conseil de l'évaluation de l'école- :

« Ainsi, **160 000 jeunes** sortent du système éducatif diplômés au mieux d'un brevet, soit 20% des sortant qui se trouvent dépourvus de diplôme de second cycle du secondaire (CAP, BEP, ou baccalauréat). Ils étaient **200 000 dans ce cas en 1990 et près de 300 000 en 1980** »

On peut noter l'évolution spectaculaire de 1980 à nos jours.

Cf. lien sur l'interview de N. Sarkozy dans le Figaro du 15 octobre 2007 : « Mon projet contre l'échec scolaire »

http://www.lefigaro.fr/france/20060222.FIG000000254_nicolas_sarkozy_mon_projet_contre_l_echec_scolaire.html

Cf. lien sur l'intégralité des 148 pages, du rapport préparatoire au grand débat de l'école en 2003 remis au Haut conseil de l'évaluation de l'école

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000630/0000.pdf>

Si aujourd'hui le chiffre de 160 000 est toujours le même, l'école d'aujourd'hui est-elle réellement moins performante que « l'école d'autrefois »

Faut-il donc croire à ce retour de « l'école d'autrefois » et le « c'était mieux avant »

Si la question de l'échec se pose encore aujourd'hui, et est une réelle préoccupation des enseignants, une dramatisation excessive ne permet-elle pas de justifier des mesures prises dans l'urgence? Et sont-elles prises alors avec suffisamment de pertinence et clairvoyance ?

Où il est question du coût de l'école primaire

... En revanche, celui (le coût) d'un collégien est dans la moyenne, et celui d'un élève du primaire carrément en dessous.... Contrairement à ce que l'on peut croire, la France n'investit pas si massivement dans l'éducation. Si l'on observe les dépenses de l'Etat dans ce domaine rapportées au PIB (la richesse du pays), elle se situe dans la bonne moyenne, sans plus. »

« La dépense d'éducation française (6% du PIB) est ainsi légèrement inférieure à la moyenne des pays développés (6,1%) et surtout, elle est la dépense publique qui a le moins progressé en 10 ans. »

Cf. synthèse du rapport et le lien qui permet d'accéder au rapport du Haut conseil e l'évaluation de l'école dans le lien ci-dessous

http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour_de_nous/1_actualite_de_la_se/la_lettre_de_l_educat/&key=itm_20080910_172109_lettre_du_10_septembre.txt&key2=itm_20080910_193942_le_rapport_de_l_ocde_tacle_le_sys.txt

Où il est question du nombre d'élèves par enseignant

« En réalité personne, ou presque, n'a jamais vu de classe à 11 élèves. Et pour cause. Le ministre utilise le taux d'encadrement, qui est le nombre total d'enseignants divisé par celui des élèves. Sont donc inclus les professeurs qui ne sont pas en permanence devant des classes parce qu'ils sont détachés dans l'administration, qu'ils effectuent des remplacements, enseignent des options rares, sont en maladie, etc. Le chiffre significatif, qui exprime la réalité des classes, est en fait celui de la taille, c'est-à-dire le nombre d'élèves moyen par «division. » La France est l'un des pays les plus mal classé : 28 élèves par classe en lycée général, 19 en lycée pro. Selon l'enquête Eurydice de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) portant sur les élèves de 15 ans, avec des classes de maths en moyenne à 26,6, elle est même la lanterne rouge. En Finlande, le chiffre est de 18,2. »

Cf. Le lien ci-dessous Article de Libération du 27 juin 2008

<http://www.betapolitique.fr/Les-tirades-de-Darcos-dechiffrees-08023.html>

Cf. lien permettant l'accès à la totalité de l'interview de L. Ferry

<http://www.lesmotsontunsens.com/luc-ferry-reforme-education-mauvais-pour-les-eleves-xavier-darcos-europe-1>

4) Quelles conséquences pour nos enfants

L'on nous assène tellement de « **Il faut dire la vérité aux français** »

Qu'elle est donc la réalité des conséquences de toutes ces réformes sur **tous** nos enfants, les enfants en difficultés et les autres.

Où il est question de la semaine à 4 jours, de l'aide individualisée, des RASED, des deux heures en moins...

C'est donc l'organisation de la semaine à 4 jours pour tous qui est imposée par X. Darcos, (cf. décret du 15 mai.) sauf dérogation accordée par les Inspecteurs d'Académie.

X Darcos, dans l'émission « A vous de juger » du 11 septembre 2008, déclare à ce propos : « 30% des écoles de France étaient déjà à 1 semaine de 4 jours. On n'a pas observé d'ailleurs que cela produisait chez eux des dégâts scolaires particuliers. » Il rejette par ailleurs (en toute bonne foi ? ...) la responsabilité aux conseils d'écoles et aux mairies qui « ont choisi » la semaine à quatre jours..., après leur avoir dit « *Débrouillez-vous* »

Vous trouverez [les avantages et inconvénients de huit organisations possibles](#) listées par l'Inspecteur d'Académie de St-Denis de La Réunion. Vous pourrez mesurer l'extrême difficulté à laquelle ont été confrontés les conseils d'école (enseignants, mairie et élus des parents d'élèves) pour trouver une organisation, sinon satisfaisante au moins la moins pire, « *qui fait l'unanimité de l'équipe enseignante* », « *après avis de la commune* » et en tenant compte « *des rythmes chronobiologiques, des contraintes locales (transport, garderie), de l'harmonisation sur un même groupe élémentaire et maternelle, l'homogénéité entre écoles soumises aux mêmes contraintes pour un territoire donné* »...

Cf. Propositions de l'IA de St-Denis de la Réunion en pièce jointe

Hors, comme le critique L'OCDE dans son rapport annuel sur les systèmes scolaires, comme le montrent toutes les recherches de ces dernières années, [la semaine à 4 jours est la moins favorable et la moins cohérente.](#)

Déjà le 25 mai 2001 une proposition de loi du sénat rapportait :

« Cette expérience retient d'autant plus l'attention qu'un rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale de janvier 2000, intitulé « *L'aménagement des rythmes scolaires à l'école primaire* », conclut que la formule de la semaine de cinq jours « *est considérée comme plus favorable à la continuité éducative, à la répartition équilibrée des charges de travail et au respect des rythmes biologiques* » et qu'elle est « *donnée comme la meilleure formule quand il y a un réel aménagement du temps (horaires quotidiens) et des rythmes (variété des modalités de travail, alternance des activités, etc.)* ».

Et en plus de l'absence de régularité occasionnée par la coupure du mercredi, se pose aussi le problème de la surcharge de travail de la journée et celui de la vigilance des enfants :

« *Chez les enfants du cours préparatoire, les plages de temps qui ont une forte probabilité de se caractériser par une vigilance élevée et donc une attention sélective, une réceptivité et une disponibilité optimales, se situent entre 09h.00 et 11h.00 et entre 14h.30 et 16h.00, ou un peu plus, selon les individus et selon les jours. Dans les cours moyens, c'est entre 09h.00 et 11h.30, et entre 14h.00 et 16h.00..... **La probabilité est donc élevée que la première heure, la mi-journée et le temps postscolaire (après 16h.30, tous les enfants sont fatigués) ne se prêtent pas à des activités qui nécessitent une forte mobilisation de l'attention et des ressources intellectuelles** ».*

Cf. liens sur les rythmes scolaires.

<http://www.orgevalscope.com/ecole/rythme/rythme2.htm>

[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2008/09/040908_rythm\[...\].htm](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2008/09/040908_rythm[...].htm)

<http://www.senat.fr/leg/pp199-362.html>

Dans ce contexte se met en place l'aide individualisée :

4 fois une demi-heure, soit le matin, le midi ou le soir après les cours,

ou 2 fois 1 heure deux soirs par semaine (25 semaines sur 36)

ou 1 fois 2h le mercredi matin, (25 semaines sur 36.)

Ces dispositifs peuvent accompagner les enfants en légère difficulté, avec une efficacité diverse selon l'organisation proposée (régularité ou non, surcharge dans la journée, moments plus ou moins judicieusement placés....)

« ***Nous ferons le bilan à la fin de l'année*** » nous dit L'IA...

Mais en ce qui concerne les élèves en très grande difficulté, ils présentent des difficultés graves installées qui échappent la plupart du temps aux seules compétences des enseignants. (blocages affectifs, psychologiques, comportementaux, difficultés à gérer les frustrations, refus d'entrer dans une démarche d'apprentissage ...)

Un tel dispositif avec toutes les limites évoquées peut-il être efficace et suffisant ?

Car parallèlement à la mise en place de ce dispositif d'aide personnalisée, se pose très clairement le rôle des enseignants du RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Enfants Difficulté)

Il semble, d'ailleurs à ce sujet, compliquer de saisir les contradictions de X Darcos : ***nous n'avons pas le projet de supprimer les dispositifs de soutien même si, je l'espère, ils seront dans les années qui viennent moins utiles*** dès lors que, dans le service des enseignants, il y a deux heures qui sont consacrées spécifiquement aux élèves en difficulté. », déclaration du 5 septembre 2008 ci-dessus.

De fait...il semblerait qu'ils soient moins utiles dès la rentrée 2009, sans attendre ***le bilan à la fin de l'année***, car c'est la suppression de 3000 enseignants du RASED qui est programmée dans le budget 2009...

Est-ce cohérent lorsqu'on fait de l'échec scolaire la priorité de la réforme ?

Cf. Aide personnalisée et missions des RASED en pièce jointe

Concernant ce dispositif d'aide, Luc Ferry, au cours d'une interview radiodiffusée, n'a-t-il pas tout simplement l'honnêteté de dire l'une des raisons de sa mise en place : ***faire des économies budgétaires ?***

« *Si on se place du point de vue des performances des élèves, ce n'est pas forcément une chose formidable.... Si on se place d'un autre point de vue, le point de vue budgétaire...- cette suppression à la fois d'heures et de postes (puisque derrière la suppression d'heures, même au primaire, il y a des suppressions de postes) est évidemment défendable.... Parce que la suppression des deux heures pour les élèves en difficulté permet de supprimer ce qu'on appelle les RASED, ou réseau d'aide et de soutien à l'éducation dans les départements. Cela fait économiser 8000 postes...*

Il évoque aussi l'aspect idéologique de la refonte des programmes, une aggravation de l'échec scolaire

« *...il y aura 10% de plus d'élèves en difficulté dans trois ans... »*

De bonne foi cependant, il justifie l'aspect budgétaire : « *parce que l'avenir des enfants c'est aussi la dette publique qu'on laisse sur eux* »

Cela est sans doute vrai à court terme. Mais à moyen ou long terme, le chômage, la violence, la délinquance, conséquences de difficulté d'insertion dans une vie sociale et professionnelle, ne feront-ils pas peser un poids bien plus important sur les épaules de nos enfants ?

Cf. [lien permettant l'accès à la totalité de l'interview de L. Ferry](#)

<http://www.lesmotsontunsens.com/luc-ferry-reforme-education-mauvais-pour-les-eleves-xavier-darcos-europe-1>

La conséquence de la mise en place de ces deux heures d'aide personnalisée est donc la suppression de deux heures d'enseignement pour la totalité des élèves. Et la justification avancée, à juste titre, est que les élèves en France ont la semaine la plus chargée, critiquée d'ailleurs par L'OCDE.

Pourquoi X. Darcos ne tient-il pas compte des recommandations de l'OCDE autant que celles de tous les spécialistes des rythmes chronobiologiques pour prendre le temps de réfléchir alors à une organisation cohérente pour la scolarité des écoliers français? L'enjeu n'est-il pas essentiel pour faire fi de toutes les recherches d'aujourd'hui et proposer dans l'urgence une organisation contestable et légitimement contestée ?

Et parallèlement s'appliquent pour cette rentrée les nouveaux programmes. Au-delà du débat sur leur forme et leur contenu (démarches d'apprentissages..., pertinence de certaines matières, suppression d'autres, place des sciences – cf. rapport OCDE : "*la fragilité de l'enseignement scientifique en France*"-), le fait incontestable est que ces programmes ne sont pas allégés...

Qui peut croire qu'enlever 2 heures de cours alors que le programme scolaire n'est pas moins important puisse permettre à nos enfants de mieux apprendre ?

Ces deux heures supprimées pour tous sont remplacées, pour les élèves non concernés par l'aide individualisée, par deux heures de garderie à la charge des municipalités. Sont posés là de très nombreux problèmes (cf. le «*Débrouillez*» de X. Darcos) :

- l'existence ou non de structures d'accueil (CLAE, Associations...)
- le financement et le coût pour les collectivités et donc les parents ou les contribuables
- l'inégalité au niveau de la qualité et des répercussions financières compte tenu de la disparité des moyens des collectivités
- la compétence du personnel encadrant. S'agit-il d'animateurs de centre de loisir, des personnels de cantine ou d'entretien non formés et préparés à s'occuper et « occuper » 40 à 350 élèves selon la taille des groupes scolaires ?
- les conséquences sur la fatigabilité, l'humeur, l'agressivité de nos enfants, surtout quand ces heures se rajoutent aux heures de classe,

Où il est question de la suppression de postes

Cette réforme, comme celle annoncée du lycée s'accompagne d'une suppression de postes d'enseignants : 8 500 suppressions de postes l'an dernier, 11 200 cette année, 13 500 dans le budget 2009.

L'argument est simple : moins d'élèves, moins de prof. Mais qu'en est-il réellement ?

Un document officiel du ministère de l'éducation nationale de 2005 prévoyait déjà une augmentation du nombre d'élèves du primaire : plus 39 100 en 2006 et plus 46 400 en 2007.

On observe, sur un autre document également issu du ministère, qu'il est clairement prévu **une forte augmentation des élèves dans le premier degré dès l'année prochaine et continue jusqu'en 2015** (et dans 2 ans dans le second degré et en progression aussi jusqu'en 2015).

Par ailleurs, le lien ci-dessous permet aussi d'apporter un point de vue « intéressant » sur les méthodes comptables du ministère...

Cf. [Méthodes comptables du ministère.](#)

<http://www.politique.net/2008021902-education-nationale-suppression-de-postes.htm>

cf. [Prévision nationale d'effectifs du premier degré pour les rentrées 2006 et 2007 du ministère de l'éducation nationale](#)

<ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/dpd/ni/ni2006/ni0618.pdf>

Cf. Prévision de l'évolution du nombre des élèves pour les 6 années à venir.

<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-22558110.html>

Et « *Le budget de l'éducation est le budget le plus important de l'Etat* » (mais en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE... proportionnellement au PIB)

Et X Darcos justifie encore : « *Passer de 34 à 36 par classe ne changera rien à la réussite des élèves* » ou « ... de 24 à 27... » ou « ... *passer de 28 à 32...* » (dans « A vous de juger » du 11 septembre).

Ou encore « *La question du non-renouvellement des enseignants doit être associée à l'observation de la démographie scolaire. Nous avons perdu près de 150 000 élèves les trois dernières années dans le second degré, et le taux d'encadrement professeurs/élèves reste l'un des plus élevé du monde. Je ne crois pas aujourd'hui que la question des postes soit la pierre angulaire de la qualité de l'enseignement.* », interview de X. Darcos dans Le Monde du 30 mars 2008.

Les chiffres cités par un document de 2005 présent dans le lien ci-dessus fait un tout autre constat en plaçant **la France dans les trois derniers concernant le taux d'encadrement...**

Peut-on réellement croire que le nombre d'élèves par classe n'a aucune conséquence sur la réussite des élèves ?

N'est-ce pas d'ailleurs une des particularités de l'enseignement privé que de présenter des classes à effectifs moins importants que ceux du public ?...

Et c'est dans ce contexte de suppression massive d'enseignants que l'échec scolaire est une priorité annoncée du gouvernement...

Où il est question du service minimum et du remplacement des enseignants

Le 20 août a donc été votée la loi sur le service minimum dans les écoles primaires. La raison invoquée par Messieurs Darcos et Sarkozy, est d'assurer la continuité du service public, permettant l'accueil des enfants en perturbant le moins possible les parents.

De plus, la loi permet d'étendre le service minimum aussi en cas d'absence pour maladie d'un enseignant quand l'inspection ne peut fournir de remplaçant et dans le cas où le nombre d'absents est supérieur ou égal à 25% des enseignants.

La mairie établit une liste : « *vivier* » d'intervenants établi par la mairie : ... *ATSEM, autre personnel municipal, mère de famille, étudiant* » Il la transmet à l'IA « ... *qui vérifiera que ces personnes ne figurent pas sur le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes. Cette liste sera également transmise pour information aux représentants des parents d'élèves élus au conseil d'école...* »

Un parent d'élève, un étudiant, une secrétaire ... peuvent-ils remplir le rôle d'un enseignant ?

Auront-ils toujours au minima les compétences pour encadrer des groupes d'enfants de 15 à 25 ou 30 élèves ? (Aucun chiffre concernant le taux d'encadrement n'est indiqué dans le texte de loi et celui-ci reste à l'appréciation des mairies.)

Est-ce ainsi que l'on peut garantir la « *continuité du service public* », dont la fonction, à l'école, est d'assurer les apprentissages de nos enfants ?

Cf. le lien ci-dessous permettant d'accéder au texte de loi sur le service minimum

http://www.amf.asso.fr/documents/document.asp?REF_SPA=01&ID_DOC=8416&ref_arbo=241

Et quant aux déclarations de X. Darcos dans une classe d'élèves et retranscrites dans « Le petit quotidien », comment ne pas être choqué, qu'un adulte, [qui plus est un Ministre d'Etat tienne de tels propos devant des enfants ?](#)

Sur le fond d'abord, n'est-ce pas une atteinte inacceptable à une des valeurs fondamentales de notre république, le droit d'exprimer que l'on n'est pas d'accord ?

Et que dire de la forme : [dans un journal adressé à des enfants !](#)

Cela ne ressemble-t-il pas à de l'endoctrinement que l'on désapprouverait violemment dans d'autre temps, dans d'autres lieux ?

De tels propos n'auraient-ils pas mérités d'être condamnés par les médias et le monde politique avec la vigueur qu'il convient ?

Où il est question de la formation des enseignants

La formation des enseignants du premier et second degré est aussi profondément bouleversée. « *Je souhaite que l'enseignant de demain soit mieux formé* », déclare N Sarkozy.

Extrait du discours de Sarkozy – sur le recrutement niveau master - 2 juin 2008

Je souhaite que l'enseignant de demain soit mieux formé, que la durée de ses études soit allongée d'un an. (...) que la place des universités dans cette formation soit pleinement reconnue. (...) c'est pour cela que nous avons décidé avec X. DARCOS des différents concours : professeur des écoles, CAPES, agrégation, qu'ils soient intégrés au cursus universitaire et soient ouverts à tout titulaire ou futur titulaire d'un Master II. En échange de cette année d'études supplémentaires, nous nous engageons à ce que les débuts de carrière soient revalorisés.

Les nouveaux concours seront mis en place dès la session 2010. D'ici là une collaboration étroite est nécessaire entre le ministère de l'Éducation nationale, qui définira le contenu des nouvelles épreuves, et le ministère de l'Enseignement supérieur chargé de la préparation des futurs professeurs au concours et donc de l'habilitation des nouveaux masters. (...) La réussite de ce projet reposera naturellement sur les universités qui devront développer assez rapidement une offre de formation diversifiée, en correspondance avec ces nouvelles exigences. »

De fait les IUFM seraient à terme supprimées. Les enseignants passent un concours réservé aux titulaires d'un master II. Au lendemain du concours, ils sont envoyés directement sur le terrain à temps complet sans formation professionnelle. L'année de stagiaire est donc supprimée, permettant l'économie du salaire de 24 000 enseignants stagiaires. Un compagnonnage est mis en place par des enseignants de plus de 10 ans d'ancienneté.

L'objectif est-il réellement l'amélioration de la formation des enseignants ?

Un master, niveau d'étude bac plus cinq est-il nécessaire et peut-il suffire à « former » des enseignants compétents tandis que l'on supprime toute formation professionnelle ?

N'est-ce pas là encore un choix paradoxal et étonnant quand on observe la place d'une vraie formation professionnelle dans les autres pays de l'OCDE dont l'excellence du système est pointée ? (50% de formation professionnelle en Finlande...)

Cf. le lien accédant à l'analyse d'un professeur-formateur à l'université e Versailles : « Course folle, train fou dans la nuit, l'appel d'André Ouzoulias »

http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2008/formation_ouzoulias.aspx

Cf. Commentaires sur l'article du Monde du 28 mai en pièce jointe

<http://fcpe-montigny.over-blog.com/article-20113340.html>

Où il est question de la maternelle

Quant à la maternelle, comment ne pas être scandalisé par des propos si méprisants, si peu respectueux sur les enseignants de petites sections et tout autre enseignant de l'école primaire.

Pourquoi de tels propos ? Sont-ils la preuve d'une méconnaissance totale de l'école maternelle ? Ont-ils pour objectif de préparer démagogiquement l'opinion à l'inutilité des premières années de maternelle et donc leurs suppressions ?...

Cf. courrier de Muriel QUONIAM, enseignante et présidente de L'IRCEM, adressée à M. Darcos

Car quand faut-il croire M Darcos? Quand il dit devant les Français dans à vous de juger qu'il ne veut pas toucher à l'école maternelle ? Ou quand il s'adresse à des sénateurs et qu'il conclut : « *Donc la question du préélémentaire me paraît devoir être posée, mais elle est très difficile à soulever sans immédiatement amener avec elle une tempête de polémiques et de préoccupations municipales.* »

Comment ne pas mettre en perspective le souhait de M. De Robien Ministre de l'Education Nationale en 2006, de rendre obligatoire l'école à partir de 5 ans, et ainsi de rattacher la grande section à l'école élémentaire, et faire prendre en charge les enfants de 3 et 4 ans par les collectivités municipales ?...

Un reportage télévisé du journal de 13 h de TF1 traite de la mise en place dans la commune de Saint-Gildas-de-Ruys dans le Morbihan, d'un jardin d'enfants municipal pour les plus petits afin de remplacer la petite et moyenne section de maternelle. Seul reste dans l'école les enfants de grande section. JP. Pernaut présente le reportage à l'aide du débat « *Faut-il mettre les enfants à la maternelle dès l'âge de deux ans* » en commettant l'erreur de parler « *d'une idée pour les petits de deux ans, en attendant la maternelle à trois ans* » (Est-ce une erreur ? ...)

Le reportage dit très clairement qu'il s'agit de l'accueil d'enfants de 2 à 5 ans, aux nombres de 16 et encadrés par trois adultes.

Voilà une commune qui règle sans polémique la question ci-dessus de X. Darcos, dont JP. Pernaut et TF1 se fait le messenger lorsqu'il conclut « *Une belle idée* »

Cette idée est-elle d'ailleurs si brillante ?

Le reportage limite à quelques « traits de crayon » le rôle et les apprentissages en maternelle, à mettre en perspective à celui des enseignants de maternelle : « *... être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches...* »

Sans entrer dans ce débat, n'est-ce pas utile de rappeler que dans la première mouture des nouveaux programmes, il était question de l'apprentissage de la lecture dès la grande section ? X. Darcos est revenu sur cet aspect des programmes devant la très forte mobilisation de tous les spécialistes de l'apprentissage de la lecture. Mais comment ne pas se demander s'il est très cohérent d'imaginer des enfants

« débarquant » de jardin d'enfants et entrant spontanément dans la lecture en arrivant en grande section ?

Cf. lien permettant d'accéder au reportage télévisé de TF1
<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-23392088.html>

Cette idée est-elle si brillante aussi d'un point de vue budgétaire ?

On peut de poser la question au regard du rapport de la cour des comptes sur les nouveaux dispositifs d'aide sur l'accueil du jeune enfant :

« *Cette évolution apparaît peu cohérente au regard de la bonne utilisation de l'argent public : le coût par enfant est moindre s'il est accueilli en maternelle plutôt qu'en EAJE (13 368 € en 2006 en EAJE, contre 4 570 € en maternelle, hors périscolaire).*

Quelles que soient les motivations, pédagogiques ou financières, ayant conduit le ministère de l'éducation nationale à se désengager de la scolarisation des enfants de deux ans, il conviendrait que les objectifs de l'Etat soient clairement explicités et que les différents acteurs concernés par la garde des jeunes enfants (éducation nationale, CNAF, collectivités territoriales) déterminent conjointement, sous la coordination de l'Etat, les besoins pour l'avenir et des réponses à apporter. »

Cf. page 21 du rapport de la cour des comptes sur le lien ci-dessous
<http://www.rue89.com/files/20080915RapportCC.pdf>

L'enjeu de la survie de la maternelle n'est-il vraiment pas posé ?

Où il est question de la religion, de la mixité scolaire, de la carte scolaire, de l'école privée, des EPEP

Au sujet de la religion :

-« *... dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé et le pasteur parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance* »,

-« *... nos enfants aient aussi le droit de rencontrer à un moment de leur formation intellectuelle et humaine des religieux engagés qui les ouvrent à la question spirituelle et à la dimension de Dieu* »,

- décret du 14 mars 2008, abrogeant l'article 5 des lois et décrets légiférant sur l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat,

Au sujet de la mixité :

- Loi du 15 mai 2008 autorisant les cours séparés garçons et filles

Au sujet de la carte scolaire et « le libre choix » :

-« *Pour la même raison, je suis pour la suppression à terme de la carte scolaire. A terme, parce qu'elle n'est possible que dans le cadre d'une autonomie renforcée des établissements. Je crois au libre choix : dans une même ville, un établissement pourra être spécialisé dans les matières littéraires, un autre dans le sport, un troisième dans les mathématiques.* » N. Sarkozy

-18 juin 2008 : Un rapport de deux inspecteurs généraux, interdit de publication par le ministère, offre un premier bilan : La suppression de la carte scolaire renforcera les ghettos...

Au sujet de l'école privée et de son financement :

- intervention, le 20 septembre 2007 de M. Michel TESTON qui appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la circulaire d'application n° 2007-142 de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 :

« *Désormais, toute commune où il n'y a pas une école privée sous contrat devra financer la scolarisation d'un enfant résidant sur son territoire et fréquentant un établissement d'enseignement privé situé dans une autre commune.* »

Cf. l'intervention au sénat et la réponse de X Darcos, concluant : « *Vous êtes les législateurs : c'est vous, et non pas moi, qui votez la loi !* » dans lien ci-dessous

<http://www.fol07.com/spip.php?article231>

- 14 octobre 2007 : « *Donner le droit au privé ou à d'autres de faire ce que l'enseignement public ne sait plus faire* » X. Darcos

- « ***En clair, quand le nombre de postes au concours diminue dans le public, il diminue aussi dans le privé. Selon plusieurs sources, c'est cette règle qui devrait voler en éclat. Sans toucher officiellement à cette règle, le gouvernement pourrait multiplier d'autres dispositifs parallèles, ajouter des lignes budgétaires supplémentaires dans l'unique but de pouvoir financer d'autres créations de postes dans le privé*** ».

Les chiffres de suppression pour l'année 2009 semblent confirmer la remise en question de cette règle :

« *Par ailleurs, dans la répartition public-privé, le déséquilibre est total :*

12.600 (93,33%) suppressions au total dans le public, 900 (6,67%) dans le privé,

6.100 suppressions dans le 1^{er} degré public, contre 100 « créations » dans le privé,

6.500(86,66%) suppressions dans le 2nd degré public, et 1.000 (13,34%) suppressions dans le privé »

A mettre en perspective avec la répartition des élèves, soit environ 80% dans le public et 20% dans le privé.

Cf. liens ci-dessous sur les différences des suppressions école privé école public

<http://www.politique.net/2008040302-education-etat-cree-des-classes-dans-le-prive.htm>

http://www.sundep.org/spip.php?article548&debut_breves_rubrique=10

Cf. article sur le cite France 2.fr présentant le livre « Main basse sur l'école public »

<http://culture.france2.fr/livres/essais/46682721-fr.php>

Au sujet des EPEP : Etablissement Public de l'Enseignement Primaire

- Création d'une entité, école de 15 classes, ou regroupement d'écoles quand le nombre de classes ainsi regroupées est de 13 au minimum, placées sous la responsabilité d'un chef d'établissement et d'un conseil d'administration comprenant 13 membres : le directeur, 4 représentants de la commune ou de l'organisme intercommunal, trois élus enseignants, un élu des personnels non enseignant et quatre élus des parents d'élèves. Autonomie financière renforcée de 3% à 20%.

Lorsqu'on fait le lien entre toutes ces informations, n'est-ce pas une transformation plus profonde de notre système scolaire qui se dessine ainsi?

Les pays Anglo saxons, Royaume Uni et Etats-Unis, modèles de société auxquels peuvent se rapprochés ces projets, autant que modèles auxquels l'on aspire au plus haut de notre Etat, semblent d'ailleurs ne pas être des exemples à suivre au regard de l'enquête Pisa et le rapport de l'OCDE :

« ... un quart des élèves américains ... ont un niveau très faible. »

« ... le taux d'encadrement des élèves français va passer derrière le Royaume-Uni, ... qui avec son plus grand taux d'élèves par classe obtient les pires résultats scolaires (voir l'étude PISA) »

Cf. analyse des évaluations PISA dans un rapport de l'OCDE

<http://ecolesdifferentes.free.fr/OCDECOLE.htm>

Cf. Prévision de l'évolution du nombre des élèves pour les 6 années à venir.

<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-22558110.html>

N'est-on pas là en face du choix idéologique d'une école libérale, à la carte, que tous les parents pourraient choisir pour leur enfant?

Tous les parents auraient-ils vraiment le choix ? Ne serait-ce pas là l'instauration sans ambiguïté d'une école à deux vitesses ? Cela ne va-t-il pas contribuer à augmenter l'échec scolaire ?

Cf.: la journée d'ENZO en pièce jointe

5) Une autre école (une autre société ?...)

Mais ne croyons pas que c'est inéluctable, qu'il s'agisse de la seule issue pour notre école et notre société.

Où il est question du débat national et de la commission Thélot

En 2003, à l'initiative du ministère de l'Education Nationale, a été organisé un débat national de l'école. Partout à France, parents et enseignants étaient conviés à élaborer des propositions, des pistes de réflexion pour l'école du futur. Elles ont été nombreuses et ont été recueillies et traitées (? ...) par la commission Thélot.

J'ai retrouvé une synthèse de l'une d'entre-elles. En voici un passage, listant les pistes envisagées (à mettre en perspective avec celles mises en place par les réformes de X Darcos et N Sarkozy.)

- « 1) Baisse des effectifs des classes (TRES IMPORTANT)
- 2) Rythmes scolaires moins lourds ; donc remise en cause des programmes scolaires,
- 3) Instauration d'un carnet de santé psychologique (proposition qui ne fait pas l'unanimité)
- 4) Créer un lieu d'écoute au collège où un psychologue pourra discuter avec l'enfant
- 5) Formation complémentaire des enseignants à la psychologie et à la notion d'échec scolaire
- 6) La remise en cause du collège unique n'est pas vraiment souhaitée, mais avec une plus grande souplesse. (cf. 13 à 20)
- 7) Augmentation sensible du budget de l'Education Nationale.
- 8) Favoriser la scolarisation des enfants à 2 ans – Importance de l'école maternelle dans l'évolution ultérieure de l'enfant.
- 9) Revalorisation des activités culturelles, artistiques, techniques et autres péri-éducatives.
- 10) Développement des outils informatiques, moins stressants que les rapports humains pour l'enfant en difficulté.
- 11) Développer la concertation entre les enseignants pour régler le problème de l'échec scolaire.
- 12) Conserver l'hétérogénéité des niveaux dans les classes.
- 13) Rétablir l'aide au travail scolaire,
- 14) Rétablir la présence d'assistants éducateurs, de surveillants,
- 15) Augmenter la présence d'assistantes sociales,

- 16) Conserver les Itinéraires de Découverte,
- 17) Favoriser les filières professionnelles et les valoriser.
- 18) Repenser l'orientation après la 5^{ème},
- 19) Développer les liens parents-école (par exemple, favoriser les réunions de rentrée),
- 20) Suivi des élèves en difficulté sur 3 ans par le même enseignant,
- 21) Prise en compte de l'avis des enfants eux-mêmes »

Ces propositions et toutes celles qui ont été faites à l'époque ont-elles participé à la réflexion et l'élaboration de la réforme de Messieurs Darcos et Sarkozy ? On peut en douter... Il semble d'ailleurs que les participants ayant produit cette synthèse étaient déjà partagés alors par les mêmes doutes...

« *UTILITE DU DEBAT*

Certains intervenants ont souhaité que l'information suivante soit transmise :

- le Débat ne servira à rien,
- il sera la caution pour un texte déjà prévu par les pouvoirs publics,
- grande méfiance à l'égard de la légitimité de la commission Thélot. »

Cf. synthèse complète débat sur l'école 2003 dans le lien ci dessous

http://www.debatnational.education.fr/upload/syntheses_pdf/b1353_debat_synthese.pdf

Quant à moi, je souhaiterais développer quelques points, tant ils me semblent importants, nécessaires et préalables à la réussite du plus grand nombre possible de nos élèves.

Où il est question de l'autorité et de la confiance

La restauration de l'autorité semble un point préoccupant en même tant qu'une attente forte de tous les parents.

Oui il est possible de restaurer l'autorité. Non pas en la décrétant, en tapant du point sur la table.... Ni non plus en faisant la preuve d'incivilité, de mépris d'irrespect... (cf. exemples au plus haut de l'état...)

L'autorité est la conséquence de compétences reconnues, de justice, de cohérence et de la confiance qui en découle alors, dernier élément indispensable dans l'exercice de notre profession ...

Il faut donc pour cela améliorer la formation, ne pas faire fi de toutes les connaissances actuelles sur la psychologie de l'enfant et des mécanismes d'apprentissage.

Enseigner ne peut se limiter à la maîtrise d'un savoir disciplinaire, aussi élevé soit-il...

Il faut permettre aux futurs enseignants d'être en situation de classe, mais aussi de vivre sous forme de jeux de rôles des situations délicates auxquelles sont diversement confrontés les enseignants, afin de débattre et d'envisager toutes les réponses possibles et leurs conséquences, tant au niveau des attitudes que des mots à dire ou ne pas dire...

Il faut développer leur aptitude à communiquer avec les parents. Il faut les rendre capables autant de déceler inquiétudes, d'entendre leurs attentes... que d'être en mesure de rassurer et faire valoir leurs propres compétences...

C'est dans ces conditions, et avec l'aide d'une hiérarchie exemplaire et bienveillante..., que la confiance peut être restaurée, l'autorité reconnue et acceptée par tous, parents et enfants.

Et alors « *faire lever les enfants quand un adulte entre, - sans entrer dans le débat de la pertinence de telle ou autre façon de signifier l'attention que l'on porte ainsi..., - est non pas le moyen, mais devient l'expression, la conséquence d'une autorité juste, comprise, acceptée.*

Mais l'autorité n'est pas seulement un enjeu pour l'école. Il l'est aussi pour tous les éducateurs, et les premiers d'entre eux, les parents. Assez de raccourcis sur la mauvaise volonté des uns, sur l'abandon des autres. Assez de menaces de suppression de ressources pour des familles déjà en détresse socialement. Comment ne pas voir que les difficultés sont réelles, qu'elles touchent beaucoup d'entre nous que nous

soyons de milieu favorisé ou non ? Ne sont-elles pas encore plus grandes pour toutes ces familles monoparentales ?

C'est d'aide, d'écoute dont les parents ont besoin.

Comment gérer les frustrations ? Comment être juste et cohérent ? Comment distancier enjeu éducatif et enjeu affectif ? ...

Où il est question de la pression et de l'évaluation

Vous avez presque tous en mémoire le passage remarqué de X. Darcos devant le tableau noir de canal plus sur la conjugaison et le produit en croix.

Petit rappel : 4 stylos valent: 2,42 euros.
14 stylos valent ... X... euros?

Combien valent 14 stylos ?

M. X. Darcos n'a pas résolu le problème déclarant ne pas maîtriser le produit en croix.

Voici la solution à l'aide du produit en croix:

$$14 \times 2,42 = 4 \times X = 33,88$$
$$X = 33,88 : 4 = 8,47$$

Donc 14 stylos valent 8,47 euros.

Le produit en croix est un outil que l'on utilise dans des situations de proportionnalité. Encore faut-il identifier la situation de proportionnalité. C'est le seul enjeu de cette situation d'apprentissage. Car une fois identifiée comme telle, il suffit de calculer le prix d'un stylo soit $2,42 : 4 = 0,605$ euros, et de le multiplier par 14 pour avoir le prix de 14 stylos.

X. Darcos se prête là à deux démonstrations ; l'une anecdotique, car connu de tout pédagogue : la compréhension d'une situation est indispensable pour apprendre. Tous les outils que l'on demande aux enfants d'apprendre par cœur, ne sont utiles et efficaces que dans cette condition.

Quant à la deuxième démonstration, X. Darcos a été soumis à un tel stress qu'il n'a sans doute même pas essayé d'analyser le problème qui lui était proposé (qu'il aurait résolu alors sans difficulté). Car voila de mon point de vue un écueil important qui nuit considérablement aux apprentissages de nos enfants : la pression, le stress.

De la petite section au CM2, combien d'enfants n'avons-nous pas rencontré, pleurant, perdant tous leurs moyens, étant incapables de mettre en place des stratégies pourtant apprises et maîtrisées ? Je dis bien dès l'âge de trois ans... Peur de se tromper, peur de ne pas savoir, peur de ramener une mauvaise note (ou bien même une note simplement légèrement inférieure à celle obtenue d'habitude).

L'enjeu pour l'enfant n'est plus de savoir faire, il est d'avoir une bonne note, un très bien, une récompense (argent, cadeaux...). Son enjeu devient de ne pas décevoir et d'être toujours aimé...

Les pays cités en exemple ne notent pas les élèves avant 12 ans....

Et dans les évaluations Pisa, est pointée chez les collégiens français la peur de se tromper : « *Les élèves français ont des "compétences" à 15 ans un peu au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, malgré une anxiété constante qui les pénalisent notamment en mathématiques.* », tout autant qu'une certaine pression sur les savoirs scolaires : *L'étude précise des résultats obtenus par les adolescents, question par question, marque cependant un plus fort taux de réussite lorsqu'il n'y a pas de corrélation directe avec les programmes scolaires.*

Nous faisons subir à nos enfants stress et compétition, comme beaucoup d'entre vous au cours de votre activité professionnelle... Vous pouvez mesurer combien ces maux sont très dommageables pour nos enfants.

Et l'évaluation des enseignants à partir des résultats des enfants, la communication des résultats des écoles (mise en compétition des écoles ?), tout cela ne risque-t-il pas d'augmenter cette pression ? Sur les enseignants (elle existe déjà, comme elle existe chez tous les parents...), alors qu'ils ont besoin de sérénité, confiance pour exercer leur métier le plus efficacement possible ? Davantage encore sur nos enfants ?

L'évaluation des élèves (comme celle des enseignants) ne doit-elle pas être simplement un moyen pour favoriser les apprentissages au lieu d'en être l'objectif ?

Quant à la compétition et à la réintroduction des récompenses, quelque soit le niveau, bac ou autre..., cela participe à l'institutionnalisation d'un système largement répandu dans notre société, qui n'accorde du mérite, de la considération, du respect qu'au premier.

Mais il n'y a toujours qu'un seul premier. Et tous les autres ne méritent-ils pas estime, attention, regards bienveillants ? Ne sont-ils pas méritants par tous les efforts déployés. N'ont-ils pas droit à de la considération et à une place. N'ont-ils pas un rôle à jouer tout aussi essentiel et respectable dans un projet collectif...

Car l'enjeu n'est pas d'être « le » meilleur. Il n'est pas d'être plus performant que les autres. Et n'est-ce pas une grave erreur que de vouloir transposer à l'école un tel système ? Car ce système ne risque-t-il pas d'instaurer jalousie, défiance, individualisme, ou encore tricherie, trahison, malhonnêteté,... et ne participe-t-il pas à la mésestime, échec, abandon du plus grand nombre ?

L'enjeu est d'être meilleur. Il est d'améliorer sa performance personnelle. Et là, les moyens et stratégies à mettre en place et à employer sont d'une toute autre efficacité, tant au profit de l'individu que de celui de l'équipe, de la collectivité et de la société.

Ce sont ces valeurs là : solidarité, coopération, émulation et nulle autre qui doivent avoir leur place dans l'école.

Et dans le monde des entreprises ou du sport, être le meilleur ne peut être qu'une conséquence...

Il me semble que c'est le préalable indispensable à l'apprentissage et à la réussite de notre école et de nos enfants : mettre en place les conditions de sérénité, en les protégeant autant qu'il se peut de toute compétition et stress.

6) Conclusion

La semaine à 4 jours est-elle « souhaitable pour nos enfants, au regard des connaissances d'aujourd'hui, qui semblent complètement être ignorées, au regard de programme toujours important alors que deux heures ont été enlevées ?

L'est-elle pour les enfants en difficultés ?

N'est-ce pas paradoxal d'afficher comme objectif prioritaire de cette réforme la lutte contre l'échec scolaire et de faire le choix d'une organisation dont on peut douter au mieux d'avoir des effets positifs, au pire d'engendrer encore davantage d'échecs ?

Supprimer les postes des enseignants du RASED n'est-il pas un non-sens tant leurs compétences sont reconnues et précieuses dans la prise en charge des enfants en difficulté ?

Supprimer massivement des postes d'enseignants, surcharger encore davantage les classes, en dépit de ce qui se fait ailleurs, est-ce réellement souhaitable à la réussite de tous nos enfants ?

La suppression des IUFM et la mise en place d'une formation des enseignants axée sur l'élévation de connaissances disciplinaires (alors que tous nos partenaires de l'OCDE privilégient la formation professionnelle) vont-elles améliorer les compétences de nos enseignants ?

L'école maternelle n'est-elle pas menacée de disparition ?

Les EPEP vont-ils assurer et permettre l'accès à une école de qualité et égalitaire pour tous nos enfants ?

Une libéralisation de l'école en même temps qu'un désengagement de l'Etat ne contribueraient-ils pas à creuser davantage les écarts entre élèves issus de milieux favorisés et défavorisés ? Ne risqueraient-ils pas d'accroître la fracture sociale et de fragiliser encore davantage l'équilibre de notre société ?

Et au regard de l'ampleur de la crise internationale, la solidarité ne doit-elle pas se poser comme une valeur toujours nécessaire et indispensable dans l'intérêt de tous ?

A l'heure où se profilent celles du lycée, l'objectif des réformes de l'école primaire est-il réellement de lutter contre l'échec scolaire ?

Y a-t-il dans notre pays des journalistes suffisamment courageux et perspicaces pour essayer de se donner les moyens de répondre à toutes ces questions ?

Y a-t-il dans notre pays des hommes et des femmes politiques qui puissent tenter, sans arrière pensées, sans crainte de perdre un quelconque pouvoir, de mesurer, de comprendre et de dire tous les enjeux de toutes ces réformes ?

Au regard de toute cette précipitation, toutes ces imprécisions, toutes ces incohérences, toutes ces déclarations et contre déclarations, au regard de toutes les connaissances sur l'école, au regard d'une médiatisation sommaire simpliste et parfois caricaturale, au regard de l'absence de débat contradictoire, ne peut-on pas légitimement aujourd'hui se poser toutes ces questions ?

Je vous prie et vous remercie de permettre au plus grand nombre, en diffusant ce message, de s'interroger sur cet enjeu essentiel qu'est l'école de demain, en gardant à l'esprit que demain a déjà commencé...

Dominique BENARD

PS : Voici une petite histoire, connue, mais tellement à propos.

Extrait de : « HISTOIRE DE LA GRENOUILLE » d'Olivier Clerc, écrivain et philosophe,

« Imaginez une marmite remplie d'eau froide dans laquelle nage tranquillement une grenouille. Le feu est allumé sous la marmite, l'eau chauffe doucement. Elle est bientôt tiède. La grenouille trouve cela plutôt agréable et continue à nager. La température continue à grimper. L'eau est maintenant chaude. C'est un peu plus que n'apprécie la grenouille, ça la fatigue un peu, mais elle ne s'affole pas pour autant. L'eau est cette fois vraiment chaude. La grenouille commence à trouver cela désagréable, mais elle s'est affaiblie, alors elle supporte et ne fait rien. La température continue à monter jusqu'au moment où la grenouille va tout simplement finir par cuire et mourir. Si la même grenouille avait été plongée directement dans l'eau à 50°, elle aurait immédiatement donné le coup de patte adéquat qui l'aurait éjectée aussitôt de la marmite. ... Cette expérience montre que, lorsqu'un changement s'effectue d'une manière suffisamment lente, il échappe à la conscience et ne suscite la plupart du temps aucune réaction, aucune opposition, aucune révolte. ... Alors si vous n'êtes pas, comme la grenouille, déjà à moitié cuits, donnez le coup de patte salutaire avant qu'il ne soit trop tard. »

Liste des liens et documents :

Pour aller plus loin :

En finir avec l'échec scolaire

<http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/38692462.pdf>

Autres :

Pétition appel des 21 organisations : « Un pays, une école, notre avenir »

<http://www.uneecole-votreavenir.org/>

Voici un lien sans équivoque, qui contient de très nombreuses analyses documentées, avec un parti pris évident. Mais il présente aussi le très grand intérêt de contenir un nombre impressionnant de témoignages, manifestations diverses, articles de presse qui démontrent l'ampleur de la préoccupation de nombreux d'entre nous partout en France.

Il ne manque maintenant que de la coordination à toutes ces actions.

<http://retrait.mesures.darcos.over-blog.com/>

Documents joints en format PDF :

Apprendre pas si simple : Analyse de la réforme par 19 organisations autour de l'école

Déclarations de X. Darcos au sénat le 3 juin 2008

Propositions de l'IA de St-Denis de la Réunion

Synthèse départementale des consultations des nouveaux programmes par l'IEN adjoint à l'IA de Loire Atlantique

Aide personnalisée et missions des RASED

Article du monde Carte scolaire, rapport de deux inspecteur généraux

La journée d'Enzo

Les difficultés des adultes face à l'écrit INSEE

Proposition de loi EPEP

Lettre d'un Inspecteur de l'Education Nationale: Honneur de la République

Les GG Extraits du Débat sur l'école du 4 juin 2008 Sylvain Grandserre Jean-Paul Brighelli

Liens déjà cités

Cf. le lien de la retranscription écrite de la vidéo de Jean Louis Baglan ci-dessous.

http://www.ac-toulouse.fr/automne_modules_files/pnews/public/r4034_8_video-ia.pdf

Cf. lien sur l'interview de N. Sarkozy dans le Figaro du 15 octobre 2007 : « Mon projet contre l'échec scolaire »

http://www.lefigaro.fr/france/20060222.FIG000000254_nicolas_sarkozy_mon_projet_contre_l_echec_scolaire.html

Cf. le lien permettant de voir la vidéo et de télécharger l'intégralité du discours de Latran ci-dessous

http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cview&cat_id=7&press_id=819

Cf. Lien sur l'article loi sur la mixité, de Libération du 22 mai.

<http://blogbernardgensane.blogs.nouvelobs.com/archive/2008/05/22/la-mixite-a-l-ecole-ecornee-en-douce.html>

Cf. le lien sur le texte de lois sur le service minimum

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019344416&dateTexte=>

Cf. synthèse du rapport et le lien qui permet d'accéder au rapport de l'OCDE dans le lien ci-dessous

http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour_de_nous/l_actuallite_de_la_se/la_lettre_de_l_educat/&key=itm_20080910_172109_lettre_du_10_septembre.txt&key2=itm_20080910_193942_le_rapport_de_l_ocde_tacle_le_sys.txt

Cf. le lien ci-dessous du rapport du Haut Conseil de l'évaluation de l'école

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/echec-scolaire-propositions-du-haut-conseil.html>

Cf. analyse des évaluations PISA dans un rapport de l'OCDE

<http://eolesdifferentes.free.fr/OCDECOLE.htm>

Cf. lien sur l'interview de N. Sarkozy dans le Figaro du 15 octobre 2007 : « Mon projet contre l'échec scolaire »
http://www.lefigaro.fr/france/20060222.FIG000000254_nicolas_sarkozy_mon_projet_contre_l_echec_scolaire.html

Cf. lien sur l'intégralité des 148 pages, du rapport préparatoire au grand débat de l'école en 2003 remis au Haut conseil de l'évaluation de l'école
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000630/0000.pdf>

Cf. synthèse du rapport et le lien qui permet d'accéder au rapport du Haut conseil e l'évaluation de l'école dans le lien ci-dessous
http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour_de_nous/l_actuaute_de_la_se/la_lettre_de_l_educat/&key=itm_20080910_172109_lettre_du_10_septembre.txt&key2=itm_20080910_193942_le_rapport_de_l_ocde_tacle_le_sys.txt

Cf. Le lien ci-dessous Article de Libération du 27 juin 2008
<http://www.betapolitique.fr/Les-tirades-de-Darcos-dechiffrees-08023.html>

Cf. lien permettant l'accès à la totalité de l'interview de L. Ferry
<http://www.lesmotsontunsens.com/luc-ferry-reforme-education-mauvais-pour-les-eleves-xavier-darcos-europe-1>

Sur les rythmes scolaires
[http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2008/09/040908_rythm\[...\].htm](http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2008/09/040908_rythm[...].htm)
<http://www.orgevalscope.com/ecole/rythme/rythme2.htm>
<http://www.senat.fr/leg/pp199-362.html>

Cf. Méthodes comptables du ministère.
<http://www.politique.net/2008021902-education-nationale-suppression-de-postes.htm>

cf. Prévision nationale d'effectifs du premier degré pour les rentrées 2006 et 2007 du ministère de l'éducation nationale
<ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/dpd/ni/ni2006/ni0618.pdf>

Cf. Prévision de l'évolution du nombre des élèves pour les 6 années à venir.
<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-22558110.html>

Cf. le lien ci-dessous permettant d'accéder au texte de loi sur le service minimum
http://www.amf.asso.fr/documents/document.asp?REF_SPA=01&ID_DOC=8416&ref_arbo=241

Cf. le lien accédant à l'analyse d'un professeur-formateur à l'université e Versailles : « Course folle, train fou dans la nuit, l'appel d'André Ouzoulias »
http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2008/formation_ouzoulias.aspx

Cf. Commentaires sur l'article du Monde du 28 mai en pièce jointe
<http://fcpe-montigny.over-blog.com/article-20113340.html>

Cf. lien permettant d'accéder au reportage télévisé de TF1
<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-23392088.html>

Cf. page 21 du rapport de la cour des comptes sur le lien ci-dessous
<http://www.rue89.com/files/20080915RapportCC.pdf>

Cf. l'intervention au sénat et la réponse de X Darcos, concluant : « Vous êtes les législateurs : c'est vous, et non pas moi, qui votez la loi ! » dans lien ci-dessous
<http://www.fol07.com/spip.php?article231>

Cf. liens ci-dessous sur les différences des suppressions école privé école public
<http://www.politique.net/2008040302-education-etat-cree-des-classes-dans-le-prive.htm>
http://www.sundep.org/spip.php?article548&debut_breves_rubrique=10

Cf. article sur le cite France 2.fr présentant le livre « Main basse sur l'école public »
<http://culture.france2.fr/livres/essais/46682721-fr.php>

Cf. analyse des évaluations PISA dans un rapport de l'OCDE
<http://ecolesdifferentes.free.fr/OCDECOLE.htm>

Cf. Prévision de l'évolution du nombre des élèves pour les 6 années à venir.
<http://blog.enseignant.over-blog.com/article-22558110.html>

Cf. synthèse complète débat sur l'école 2003 dans le lien ci dessous
http://www.debatnational.education.fr/upload/syntheses_pdf/b1353_debat_synthese.pdf